

proté-  
es et  
e la  
biens  
méca-  
sont  
e utili-  
méca-  
nt de  
r faci-  
dou-

ceur et en faire un véritable outil de relance de nos économie sont prévus ». La journée d'information et de sensibilisation des député a été animée par les experts des douanes maliennes qui ont édifié les élus sur le processus d'intégration, la genèse et la structure du TEC de la

CEDEAO, les mesures de défense commerciales, les mesures complémentaires de protection ainsi que d'autres mesures d'accompagnement qui concourent à faire de l'intégration en Afrique de l'Ouest une chance pour notre pays.

Dans la perspective d'une

CEDEAO des peuples, l'appropriation par les représentants du peuple du processus d'intégration en cours s'avère une nécessité absolue pour réussir cette ambitieuse entreprise commune, a estimé Cheick Keïta.

F. MAÏGA

## Gao : LE PROJET « FORCE » AIDERA À RESTAURER LA COHÉSION SOCIALE ET L'ENTENTE

ALE

La conquête puis l'occupation des régions du Nord de notre pays, en janvier 2012, par les groupes armés indépendantistes et djihadistes, a provoqué le déplacement de nombreuses personnes. Certaines ont trouvé refuge dans les régions du Sud du pays. D'autres ont gagné les pays voisins (Burkina Faso, Niger, Mauritanie). Toutes ces personnes ont fui les exactions dont les occupants se sont rendus coupables.

Aujourd'hui, le processus de paix progresse malgré les difficultés de parcours. Les populations affectées ont besoin d'aide pour retrouver la vie paisible qui était la leur avant l'éclatement de la crise. C'est dans ce cadre qu'a été créé le projet « FORCE » dont le lancement a eu lieu le 7

mai à Gao sous la présidence du gouverneur de la 7<sup>e</sup> Région, Oumar Baba Sidibé. « FORCE » interviendra dans les régions de Gao (commune de N'tillit), de Tombouctou (commune de Gossi), au Burkina Faso dans les provinces du Seno (Dori, camp de Goudebo) et de l'Oudalan (Gorom-Gorom, Setséra et Darkoye). Le projet est le fruit d'un partenariat entre Handicap international et l'Union européenne

Il est exécuté au Mali par Handicap international et l'ONG Greffa (Groupe de recherche, d'étude, de formation, femmes, actions). Du côté des provinces retenues au Burkina Faso et abritant de nombreux réfugiés maliens, Handicap international sera assisté par l'Association Tin Hinan pour l'exécution du projet.

La cérémonie de lancement a réuni les représentants des associations féminines de Gao, N'tillit, Gossi, des collectivités, des partenaires techniques et financiers.

Kladium Madjimbaye, le directeur adjoint du programme Nord Mali de Handicap international, a expliqué que le projet « FORCE » a pour objectif de réduire les conflits inter et intra communautaires par des initiatives inclusives. La directrice exécutive de l'ONG Greffa remercia, elle, Handicap international et l'Union européenne sans oublier de rappeler les atrocités subies par nombre de femmes dans le pays, et singulièrement dans le septentrion pendant la dure période de l'occupation. Mme Maïga Fatoumata Aliou Touré a loué cette nouvelle dynamique portée par les femmes des contrées éprouvées par la crise.

Le gouverneur de Gao, au nom de l'Etat malien, a remercié Handicap international, l'Union européenne et tous les acteurs de la mise en œuvre du projet « FORCE » qui est, selon lui, « une force montante » qui s'inscrit parfaitement dans la politique de paix du gouvernement et d'appui aux populations affectées durement par la crise.

Le chef du projet, Mme Rokiatou Mounkoro, a détaillé les objectifs, les bénéficiaires et les résultats attendus. Elle a évoqué à ce propos le renforcement des capacités, la consolidation de la paix et la gestion pacifique des conflits. Le projet « FORCE » a une durée de 18 mois (mars 2015 à août 2016). Son budget de 349,84 millions Fcfa est financé par l'Union européenne, Handicap international, la région française de Rhône Alpes.

Handicap international et son partenaire l'ONG nationale Greffa entendent mener à bien les activités de ce projet au profit des femmes, malgré la persistance de l'insécurité résiduelle.

M. B. CISSÉ  
AMAP-Gao

DLO  
égou

## UR DE L'EAU POTABLE ERT DES COMPÉTENCES

donc  
likoro  
inten-

chaque commune concernée, du cahier de charges de transfert de compétences. Le cahier de charge de la délégation de gestion et le contrat correspondant, le cahier de charge de la délégation de suivi technique et financier et le contrat entre la commune et l'opérateur de suivi ont été également analysés. Les principes directeurs de la gestion des Pompes à motricité humaine (PMH) et les contrats de délégation, la situation de l'adduction d'eau potable dans la région de Koulikoro, le Programme d'appui aux collectivités territoriales pour l'eau et l'assainissement (PACTEA II), la base de données du système d'information de gestion des ressources en eau au Mali, la situation de la contribution financière des vingt centres AEP de la région de Koulikoro, le suivi technique et financier des AEP ont aussi fait l'objet d'exposés.

Les participants ont également évoqué les liens entre la SOMAGEP et les communes, la perception et le versement de la

taxe communale de l'eau, la maîtrise d'ouvrage communale, la problématique de la maintenance des infrastructures, la fixation du prix de l'eau, les PMH des écoles, le paiement des handicapés, le système multi-villages, la qualité de l'eau, les analyses et leur périodicité.

La restitution des travaux a permis de constater que l'ensemble des participants a maîtrisé les différents concepts développés tout le long de l'atelier.

Le sous-préfet et le directeur régional de l'assainissement, représentant le directeur de l'hydraulique, se sont accordés sur la pertinence du sujet avant de remercier le ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale, l'Union européenne, le ministère de l'Energie et de l'Eau et l'Union africaine pour leur appui multiforme.

A. MAÏGA  
AMAP-Koulikoro

natio-  
eau  
ment  
dolo-  
pour